

**Comité de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Bruxelles  
des artistes, des professionnels et des entrepreneurs de la culture  
Réunion de Gérone, Espagne, 4 mai 2010**

Artistes, professionnels et entrepreneurs de la culture, venus des pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP) et des pays membres de l'Union européenne, nous nous sommes réunis à Gérone le 4 mai 2010 à l'invitation de la Commission européenne dans le cadre du séminaire international sur « Culture et Développement » organisé dans le cadre de la présidence Espagnole de l'Union européenne. L'objet de cette réunion était de tenir la première réunion du Comité de suivi aux fins d'examiner la mise en œuvre des recommandations de la Déclaration de Bruxelles et des engagements pris par la Commission européenne à cette occasion. Il s'agissait également d'examiner les orientations prioritaires à donner aux programmes de coopération culturelle entre le Groupe ACP et l'Union européenne.

Encore habités par le vibrant espoir exprimé par la Déclaration de Bruxelles, nous nous réjouissons de la mise en place effective de ce Comité de suivi qui constitue l'une des recommandations de la Déclaration et acceptons les missions qui nous sont demandées à savoir :

- 1- Contribuer à la diffusion des recommandations de la Déclaration ainsi que l'information produite par l'Union européenne par rapport à la Déclaration ;
- 2- Donner notre avis sur les orientations quant aux stratégies de mise en œuvre des initiatives qui découlent de la Déclaration ;
- 3- Appuyer l'Union européenne et le Secrétariat du Groupe ACP dans la mise en œuvre des recommandations et dans le travail de plaidoyer sur les stratégies adoptées ;
- 4- Faire connaître aux instances de l'Union européenne et des ACP, le point de vue des artistes, professionnels et entrepreneurs culturels lors de grandes rencontres internationales dédiées à la culture et au développement ;
- 5- Contribuer à la recherche de ressources humaines et financières complémentaires.

Lors de cette réunion, nous avons pris connaissance des actions entreprises par la Commission européenne depuis l'année 2009. L'inscription d'un volet culturel dans un certain nombre de Programmes indicatifs nationaux (PIN) prouve que nous sommes dans la bonne direction. Par conséquent, nous confirmons notre détermination à collaborer avec nos États et avec l'Union européenne pour accroître le nombre de PIN et de PIR (Programmes indicatifs régionaux) incluant un volet culturel.

S'agissant du Programme intra ACP, nous saluons la concertation engagée avec le Secrétariat du Groupe ACP et souhaitons recevoir une information plus complète nous permettant de donner un avis circonstancié et que les regroupements de professionnels soient associés aux discussions. Il conviendrait aussi de les associer en amont à la définition des programmes sectoriels et de leurs lignes directrices. Enfin, la simplification des procédures et des dossiers est une condition essentielle pour la multiplication et la diversification des initiatives.

Pour assurer la réussite de notre action conjointe, nous souhaitons attirer l'attention de l'Union européenne sur les points et propositions suivants.

1. Mener une action volontariste dans les instances de l'Union européenne ainsi qu'au plus près du terrain qui comprendrait la diffusion d'un texte d'engagement de l'Union européenne affirmant clairement la priorité donnée à la culture comme facteur de développement et sa détermination de mettre en œuvre les recommandations issues de la Déclaration de Bruxelles.

2. Faciliter la mise en place, prioritairement dans les pays ACP et surtout dans les pays où la culture ne fait pas partie des priorités de développement, de plateformes nationales de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Bruxelles pour disposer de partenaires concernés sur le terrain.

3. Ces plateformes nationales auraient pour rôle de faire connaître l'importance de la culture comme facteur de développement, l'importance de la Déclaration lors d'événements culturels réalisés dans les pays, et de nourrir le débat autour de ses recommandations au sein des regroupements de professionnels et dans la société tout entière. Elles pourraient également fédérer les regroupements de professionnels les plus dynamiques pour dégager les enjeux et les mesures prioritaires à recommander aux pouvoirs publics et servir de cadre de concertation avec les pouvoirs publics nationaux sur la stratégie à adopter ainsi que sur les mesures à prendre.

A cet effet, nous souhaitons constituer par pays un groupe restreint, notamment avec les participants nationaux du Colloque d'avril 2009. Ils seraient chargés de travailler à la mise en place de ces plateformes en lien avec le Comité international de suivi. Nous proposons également l'organisation de forums nationaux ou de forums régionaux, si les conditions le permettent.

4. La nécessité de synergie.

Le contexte économique actuel incite les États ACP à rechercher de nouveaux gisements d'emplois et de création de richesse. Dans cette perspective, certains gouvernements manifestent un intérêt pour les politiques de développement des industries culturelles et l'articulation de la culture avec les autres politiques sectorielles du développement. Cependant, ils manquent parfois du savoir faire nécessaire à cet effet. Ceci nous conduit à proposer une articulation de la stratégie de l'Union européenne avec les actions envisagées par l'UNESCO pour appuyer les pays ACP dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques culturelles.

5. Associer étroitement les regroupements de professionnels.

La réussite des initiatives envisagées implique que soient étroitement associés les regroupements des professionnels et des entrepreneurs culturels qui sont des acteurs incontournables et les plus concernés par le développement des industries culturelles. Ils peuvent contribuer à la mise en œuvre des recommandations en interpellant et en dialoguant avec leurs pouvoirs publics pour élaborer les stratégies nécessaires et définir les priorités d'action à mettre en œuvre.

6. Constituer les compagnonnages nécessaires entre des partenaires du Nord et du Sud et intra ACP pour renforcer les compétences, et améliorer les conditions du développement des structures du Sud ainsi que le développement des échanges Sud - Sud et Nord - Sud.

7. L'accomplissement efficace de notre mission nécessite la prise en compte des éléments suivants :

- Une lettre expliquant comment et pourquoi nous avons été désignés ;
- Avoir un interlocuteur désigné à l'Union européenne et le Groupe ACP ;
- Recevoir les informations pertinentes en temps utile ;
- Disposer du temps nécessaire pour demander des compléments d'information et mener une réflexion commune ;
- Mettre en place un tableau de suivi de la réalisation des recommandations ;
- Constituer des groupes de réflexion de haut niveau.

Pour terminer et comme cela a été dit à Bruxelles, nous réaffirmons fortement que la réussite de cette dynamique pour une meilleure prise en considération de la culture dans les objectifs du Millénaire pour le développement et pour le renforcement de la diversité culturelle de notre commune humanité nécessite d'associer nos efforts, quel que soit le statut des acteurs concernés. Pour notre part, nous sommes prêts à contribuer à l'avènement d'une nouvelle société où chaque membre pourra affirmer sa créativité et sa dignité et contribuer à la construction d'un monde plus juste.